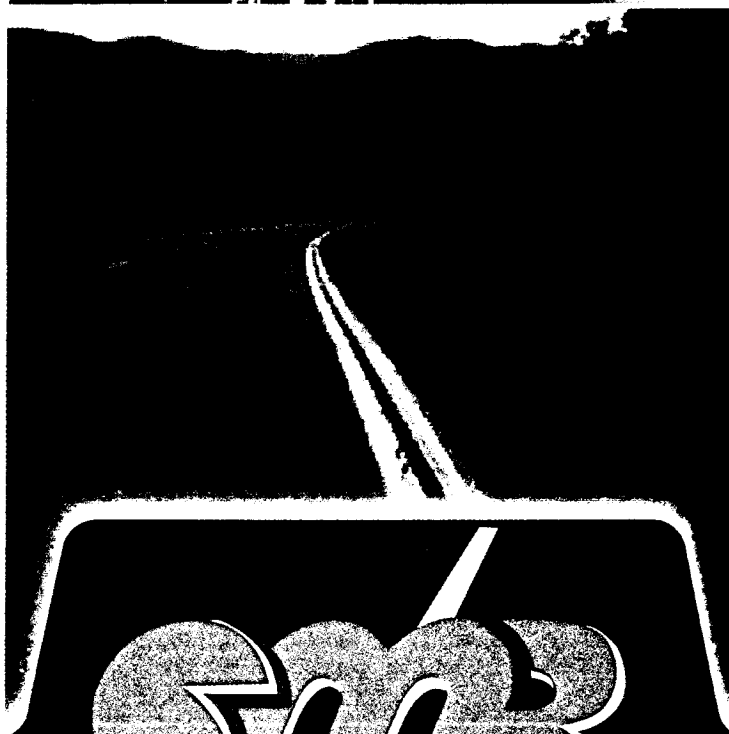
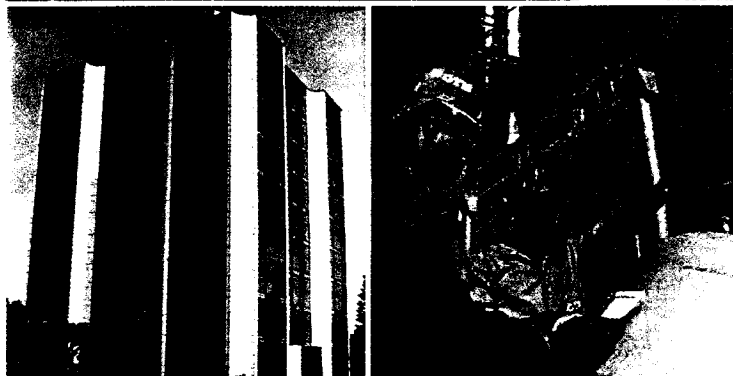


Rapport annuel 2003



SNB

LE BITUME C'EST NOUS

	PAGE
ORGANISATION	
CONSEIL D'ADMINISTRATION	3
CONSEIL DE DIRECTION	4
RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL	5
ORDRE DU JOUR	
RAPPORTS ET RÉSOLUTIONS	
RAPPORT D'ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	07
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	13
RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	14
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES	
TEXTES DE RÉSOLUTIONS	17
ETATS FINANCIERS	
COMPTE DE RÉSULTAT	20
TABEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS	21
BILAN	22
NOTES	23

Conseil d'Administration



M. Yves Boha DJERE

*Président du Conseil
d'Administration*

PRESIDENT DU CONSEIL

M. Yves Boha **DJERE**

SIR représentée par

- M. Laurent Zirigon **OTTRO**
- M. Joël **DERVAIN**
- M. Jean **TOSI**
- M. Cyrille **BOUABRE**

SHELL - CI représentée par

- M. Baboucar **SANE**

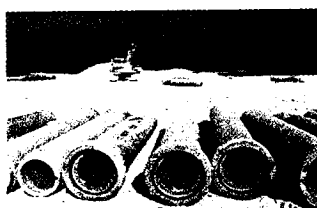
Commissaires aux Comptes :

- M. Daouda **SANGARE**

*Expert - comptable
diplômé inscrit près la
Cour d'Appel d'Abidjan*

- M. Christian **MARMIGNON**

*Expert - comptable
diplômé inscrit près la
Cour d'Appel d'Abidjan*



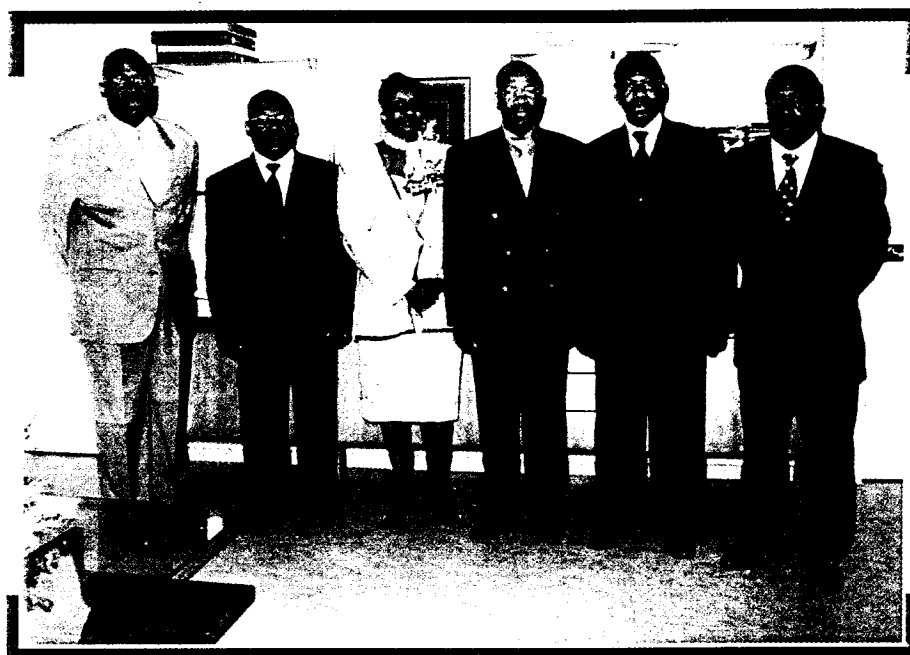


La Société

SMB

Conseil de Direction

Conseil de Direction



DIRECTEUR GÉNÉRAL

M. Adama **DAO**

DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING

M. Honoré **KHISSY BEYNIQUAH**

DIRECTEUR FINANCIER

M. Joachim Camara **NAGNELBAN**

RESPONSABLE PRODUCTION

M. Jules Amon **OHOUO**

RESPONSABLE APPROVISIONNEMENT
ET TRADING

Mme Solange **GNAMIAN**

RESPONSABLE ADJOINT PRODUCTION

M. Antoine Bella **BOUO**



La Société

SMB

Répartition du Capital Social

Répartition du Capital Social

SIR

66,043 %

DIVERS PRIVES

28,213 %

SHELL - CI

5,744 %

TOTAL = 100,000 %





SMB | Rapport d'Activités du Conseil d'Administration

Rapport d'Activités du Conseil d'Administration

AU PLAN NATIONAL

La crise socio-politique qui perdure en Côte d'Ivoire depuis le 19/09/2002 a eu pour conséquence immédiate, l'arrêt des livraisons des produits bitumineux sur le marché de la zone de desserte (Burkina-Faso, Mali, Niger). Dans ce contexte, le marché national est resté faible à l'image de 2002.

AU PLAN DE LA PRODUCTION

L'unité de production, a connu des arrêts dus aux incidents techniques et problèmes commerciaux qui ont engendré **132 jours** d'indisponibilité.

Au 31 décembre 2003, le taux d'utilisation globale de l'unité se situe à **58,7 %** contre 54,0 % réalisé sur l'exercice précédent.

AU PLAN COMPTABLE ET FINANCIER

Au cours de la période sous revue, la SMB a enregistré un accroissement important de ses besoins de financement dû principalement :

- à la faiblesse des marges économiques,
- à la situation des créances non réglées dans les délais.

Dans un tel contexte, les tensions de trésorerie engendrées ont été financées par un recours systématique aux crédits bancaires locaux court terme obtenus à des conditions très onéreuses.

En vue d'améliorer sa trésorerie et financer ses investissements, la SMB a pu lever sur le

marché financier (à travers la BRVM), des capitaux remboursables sur un terme de 5 ans.

Conformément à la dixième résolution de l'AGO du 30 mai 2003, avec l'assistance de ECOBANK, la société a effectué une émission d'un emprunt obligataire portant sur une valeur de **5 000 MFCFA**.

Cette émission a connu un grand succès dans la morosité ambiante.

Ainsi, les travaux de construction du nouveau dépôt ont été lancés.

Au total, les difficultés (externes et internes) évoquées ci-dessus ont influencé négativement les résultats de la SMB.

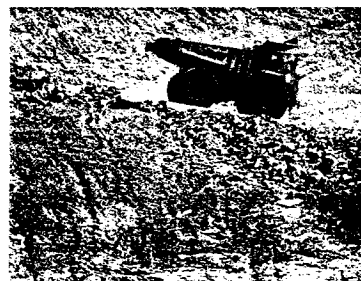
Il en ressort un bénéfice net de **76 MFCFA** au 31/12/2003 contre une perte nette de **1 799 MFCFA** au 31/12/2002.

C'est donc dans un environnement économique défavorable qu'il convient d'examiner les différents aspects majeurs de l'activité.

A- ACTIVITE DE PRODUCTION ET D'INVESTISSEMENTS

1 - FONCTIONNEMENT DE L'UNITE

Au cours de l'exercice 2003, la marche de l'unité a été affectée par des incidents et événements ayant conduit à une indisponibilité générale de **132 jours** et un taux d'utilisation global de **58,7 %** contre **54,0 %** en 2002.

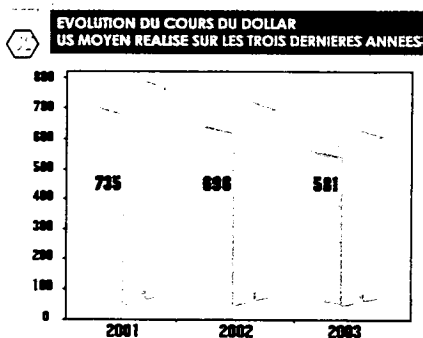
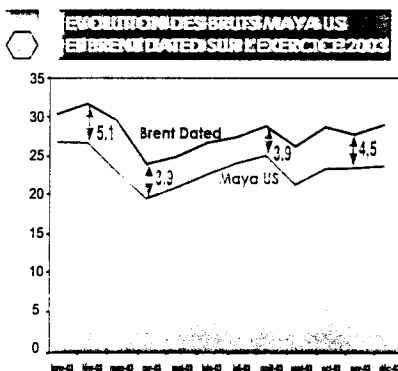




SMB | Rapport d'Activités du Conseil d'Administration

Rapport d'Activités du Conseil d'Administration

Mesdames et Messieurs,



Conformément aux prescriptions légales et réglementaires, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, à l'effet de :

- Vous rendre compte des activités de votre Société au cours de l'exercice 2003,
- Vous faire connaître les résultats obtenus,
- Soumettre à votre approbation, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Les convocations vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition au siège de la société à Abidjan-Vridi et à celui de la Bourse à Abidjan-Plateau.

Il vous sera présenté les différents rapports d'activités ainsi que ceux établis par les Commissaires aux comptes.

Enfin, il vous sera donné un aperçu de votre société pour l'exercice en cours.

**RAPPORT D'ACTIVITES DE L'EXERCICE CLOS
AU 31 DECEMBRE 2003**

Les activités de la SMB se sont déroulées dans un environnement économique, industriel et socio-politique défavorable déjà observé au cours du deuxième semestre 2002.

Cette situation de crise a eu un impact négatif sur toutes les opérations commerciales et financières de l'exercice sous revue.

AU PLAN INTERNATIONAL

L'activité bitumes a encore connu cette année quelques perturbations malgré une légère embellie par rapport à l'année 2002.

En effet :

- La marge économique, qui quoiqu'en ne progression par rapport à l'exercice écoulé, reste à un niveau relativement faible (**2,7 \$/bbl** contre **1,6 \$/bbl** en 2002).

- Le différentiel entre brut léger et brut lourd observé en 2003 (**4,6 \$/bbl**), tarde à retrouver les niveaux (**6 \$/bbl et plus**) qui permettent une bonne valorisation des bruts légers à bitumes.

Cette situation est la conséquence de plusieurs événements suivants :

- La situation socio-politique au Venezuela
- La réduction des quotas de l'OPEP,

Graphique

- Les prix des produits finis issus du traitement de ces bruts légers n'ont pas suivi les hausses relatives observées sur lesdits bruts.
- Le coût du fret est passé de **1,5\$/bbl** en 2002 à **2,5\$/bbl** en 2003,
- Le dollar US moyen est ressorti à **581 F CFA** contre **696 F CFA** réalisé en 2002.

Graphique



REPORT ANNUEL 2003 SMB

www.smboci.ci

SMB | Rapport d'Activités du Conseil d'Administration

Rapport d'Activités du Conseil d'Administration

2 - VENTES

2.1. Bitumes : tous marchés confondus

Les ventes totales de bitumes réalisées au 31 décembre 2003 sont de **101,4 KT** correspondant à un chiffre d'affaires de **10 942 MFCFA** contre **97,2 KT** de bitumes vendus l'exercice précédent avec un chiffre d'affaires de **11 289 MFCFA** soit une hausse de **4,0 %** en volume et une baisse de **3,0 %** en valeur.

Les ventes totales de bitumes au 31 décembre 2003 se répartissent comme suit :

2.1.1. Marché Côte d'Ivoire

Au 31 décembre 2003, les quantités de bitumes vendues sont de **6 KT** pour une valeur de **720 MFCFA** en ligne avec les réalisations 2002.

2.1.2. Marché Zone de desserte (Burkina-Faso, Mali, Niger)

Au cours de l'exercice 2003, la SMB a vendu **1,4 KT** de bitumes correspondant à un chiffre d'affaires de **181 MFCFA** contre **16 KT** en 2002 évaluées à **1 925 MFCFA**, soit une baisse de **91%** en volume et en valeur.

En effet, la quasi disparition de ce marché est liée à la crise ivoirienne.

2.1.3. Marché Export Mer

Les exportations de bitumes enregistrées sur l'année 2003 sont de **94 KT** correspondant

à **10 041 MFCFA** contre **76 KT** de bitumes vendus l'exercice précédent pour un chiffre d'affaires de **8 671 MFCFA**, soit des hausses respectives de **24 %** en volume et **16 %** en valeur dues :

- A l'augmentation des ventes au Nigéria (**37 KT** en 2003 contre **29 KT** en 2002).
- Aux ventes hors zone de trading traditionnelle (**18 KT**)

Cf graphique

2.2. Distillats

Les distillats issus du traitement de pétrole brut à bitumes au 31 décembre 2003 qui s'élèvent à **104 KT**, ont été vendus à la SIR pour un chiffre d'affaires de **16 090 MFCFA** contre **98 KT** en 2002 pour un chiffre d'affaires de **14 815 MFCFA**.

C - ACTIVITE FINANCIERE

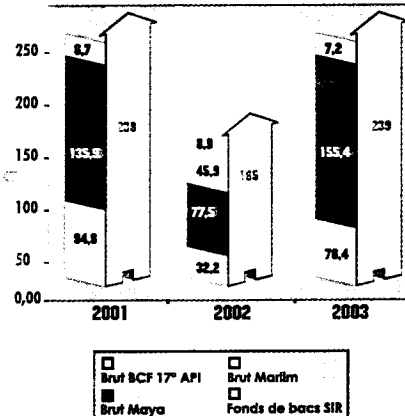
1 - AU PLAN DE LA GESTION FINANCIERE

1.1. Le financement des besoins à court terme

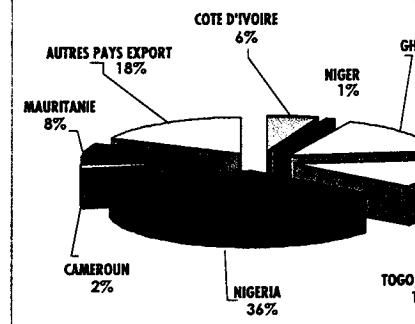
Les besoins de financement de l'exploitation, ont été couverts par la mise en place de crédits spots locaux à des taux moyens de **9,0%**, contre un taux de **8,4%** l'exercice dernier (hausse des taux d'intérêts en rapport avec la situation de crise que connaît la Côte d'Ivoire).

En effet, l'exercice a été particulièrement marqué par un accroissement important de nos besoins en fonds de roulement.

EVOLUTION DES VOLUMES D'APPROVISIONNEMENT SUR LES TROIS DERNIERES ANNEES



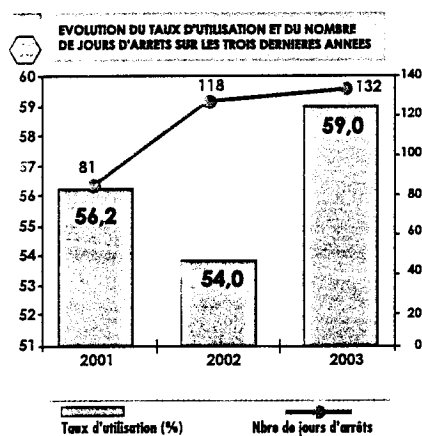
REPARTITION DES VENTES DE BITUMES PAR PAYS





SMB | Rapport d'Activités du Conseil d'Administration

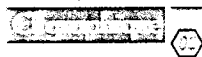
Rapport d'Activités du Conseil d'Administration



Les difficultés rencontrées comprennent :

- Les arrêts dus aux incidents techniques (pannes, délestages de la centrale) soit **51 jours**, les arrêts dus aux problèmes commerciaux et logistiques (manque de brut, manque de creux au stockage bitumes) soit **61 jours**.

Il est à noter qu'un arrêt programmé de **20 jours** a été réalisé pour l'exécution de travaux prévus.



2 - TRAITEMENT DE BRUT

Au cours de l'exercice 2003, l'usine a traité **211,4 KT** de pétrole brut à bitumes contre **184 KT** l'exercice précédent, soit une hausse de **13 %**.

Au total, la production issue de ce traitement de pétrole brut s'élève à **100,8 KT** de distillats et **108 KT** de bitumes (toutes qualités confondues).

Le taux de pertes et combustibles réalisé sur l'exercice 2003 s'élève à **2,1 %** à comparer à un taux de **1,7 %** en 2002.



3 - PROCESSING

L'unité a traité **104 KT** de pétrole brut léger pour le compte de la SIR. Ce traitement est en ligne avec celui réalisé au cours de l'exercice précédent.

4 - MINI ARRÊT D'ENTRETIEN

Le mini arrêt d'entretien prévu sur l'exercice 2003 pour une durée de **20 jours** s'est

déroulé du 8 au 28 Septembre 2003.

5 - INVESTISSEMENTS

Les investissements de l'exercice s'élèvent à **3 498 MFCFA**.

Ils concernent principalement :

- Le dépôt de bitumes ; construction d'un stockage de 15 000 m³ afin d'accroître flexibilité des opérations logistiques,
- L'installation de l'aéroréfrigérant de gasoil léger sous vide,
- L'installation d'une pompe d'expédition de bitumes de 250 m³/h pour l'amélioration des débits de pompe et la réduction de temps de planches.

8 - ACTIVITE COMMERCIALE

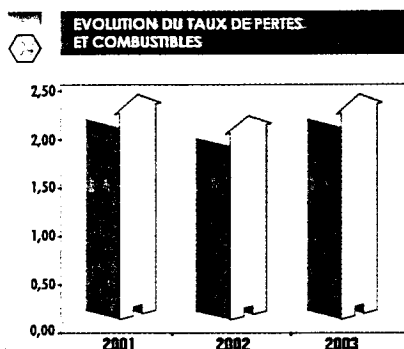
1 - APPROVISIONNEMENT EN PETROLE BRUT

Au cours de l'exercice 2003, deux types brut ont été achetés :

- le brut BCF 17° API (**76 KT**) du Venezuela
- le brut Maya (**155 KT**) du Mexique

La quantité de brut achetée au cours de l'exercice (y compris les fonds de bacs et Kérosène) est de **239,6 KT** pour une valeur de **25 760 MFCFA** en hausse de **45,0 %** en volume et de **39,0 %** en valeur par rapport à l'exercice précédent

Cf graphique





| SMB | Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Règlementées

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2003

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

▲ Convention d'assistance continue de la SIR à la SMB

Administrateur commun : SIR, représentée par Monsieur OTTRO Zirignon Laurent.

Nature et objet : Convention par laquelle la SIR s'engage à assister de façon générale la SMB dans l'exploitation et l'entretien de ses unités de production. Les domaines couverts par cette convention sont les suivants :

- Mise à disposition du «Savoir faire SIR».
- Mise à disposition du service médical.
- Assistance maintenance et suivi technique.
- Oeuvres sociales.
- Locations de bacs.
- Maintenance logiciel industriel.
- Location de terrain.
- Mise à disposition de personnel.
- Fourniture d'utilités.



SMB | Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Rapport Général des Commissaires aux Comptes ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2003

En exécution de notre mission de commissariat aux comptes, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la Société Internationale de Bures, S.A. (SMB), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables généralement édictées par le droit comptable de l'OHADA.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude majeure générée par la crise politico-militaire que traverse la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 et qui n'a toujours pas connu une issue définitive à ce jour. Cette crise a profondément perturbé l'environnement économique du pays et de la sous-région, et engendre un risque systémique élevé pour l'ensemble des agents économiques opérant en Côte d'Ivoire.

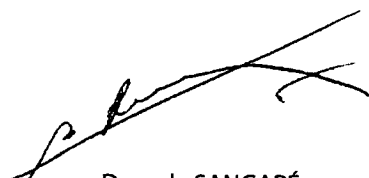
II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Les Commissaires aux Comptes

CCM-Audit & Conseil


Daouda SANGARÉ
Expert-Comptable Diplômé


Christian Marmignon
Expert-Comptable Diplômé



| SMB | Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes |

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2003

▲ Convention de location de bacs de la société Shell-CI

Administrateur concerné : Shell-CI

Nature et objet : Convention de location par la société Shell-CI de bacs de stockage de bitume et de lignes de passage de bitume à la SMB.

Modalités et rémunération : Les montants facturés à la SMB au titre de ces locations pour l'exercice 2003 s'élèvent à FCFA 11 millions pour la location de lignes, contre FCFA 50 millions en 2002.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les Commissaires aux Comptes

Daouda SANGARÉ
Expert-Comptable Diplômé

CCM-Audit & Conseil

Christian Marmignon
Expert-Comptable Diplômé



SMB | Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes |

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2003

Modalités et rémunération :

Les montants facturés à la SMB au titre de ces différentes prestations au cours de l'exercice 2003 sont les suivants :

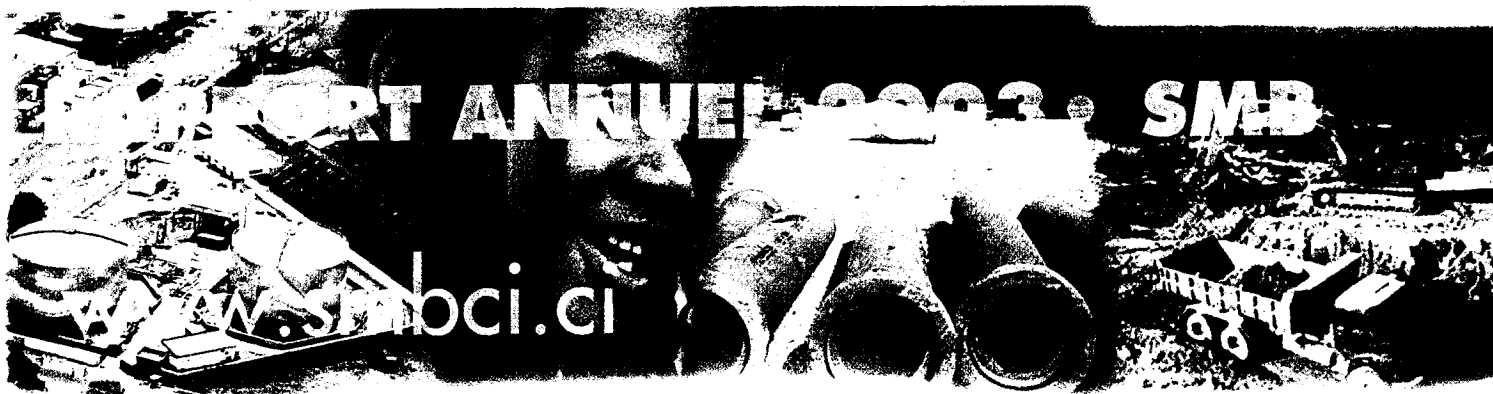
- Rémunération au titre du «savoir faire SIR» : FCFA 114 millions.
- Rémunération au titre de la mise à disposition du service médical : FCFA 24 millions.
- Rémunération au titre de la maintenance et du suivi technique : FCFA 288 millions.
- Rémunération au titre des œuvres sociales : FCFA 27 millions.
- Rémunération au titre de la location des bacs : FCFA 20 millions.
- Rémunération au titre de la maintenance des logiciels industriels : FCFA 4,2 millions.
- Rémunération au titre de la location du terrain SIR : FCFA 7 millions.
- Rémunération au titre de la mise à disposition de personnel : FCFA 131 millions pour l'exercice 2003, contre FCFA 187 millions en 2002.
- Rémunération au titre de la fourniture d'utilités : FCFA 291 millions au titre de l'exercice 2003, contre FCFA 280 millions l'exercice précédent.

▲ Convention de location de lignes de bitume avec la société PETROCI

Administrateur concerné : Petroci

Nature et objet : Convention par laquelle la société Petroci loue ses lignes de passage de bitume à la SMB.

Modalités et rémunération : Le montant facturé à la SMB au titre de cette prestation s'élève à FCFA 126 millions pour l'exercice 2003, contre 120 millions l'exercice précédent.



SMB | Textes de Résolutions

Textes de Résolutions

A soumettre à l'approbation
de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 Juin 2004

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Yves Boha DJERE est arrivé à expiration, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, de renouveler ledit mandat pour une durée de six ans soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos le 31/12/2009.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la notification faite au Conseil d'Administration de la SMB :

- par la SIR, de la désignation de M. Claude GUEGUEN en qualité de représentant permanent de la SIR au Conseil d'Administration de la SMB en remplacement de M. Jean TOSI.

- par la SHELL, de la désignation de M. Baboucar SANE en qualité de représentant permanent de la SHELL au Conseil d'Administration de la SMB en remplacement de M. Christian FASSINO.

L'Assemblée Générale Ordinaire remercie MM. TOSI et FASSINO pour leur apport au Conseil d'Administration.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constatant que le mandat du Commissaire aux Comptes titulaire M. Daouda SANGARE arrive à expiration ce jour, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de six ans soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos le 31/12/2009.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Le Commissaire aux comptes a déclaré satisfait à toutes les conditions légales pour l'exercice dudit mandat.

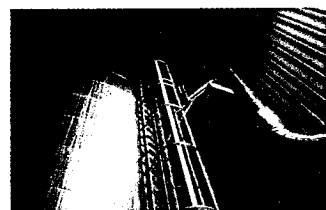
ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, eu égard à l'article 702 alinéa 2 de l'acte uniforme de l'OHADA portant sur le droit des sociétés commerciales, décide de nommer deux Commissaires aux comptes suppléants pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos le 31 / 12 /2009 :

Cabinet Ernst & Young
Cabinet Experts Comptables Réunis (ECR)

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Les Commissaires aux Comptes sus-mentionnés ont accepté d'exercer le mandat qui vient de leur être confié et ne tomber sous le coup d'aucune interdiction susceptible de les empêcher d'exercer lesdites fonctions.



RAPPORT ANNUEL 2003 • SMB

www.smbci.fr

SMB | Textes de Résolutions

Textes de Résolutions

A soumettre à l'approbation
de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 Juin 2004



PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration, approuve ce document dans son intégralité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport des Commissaires aux Comptes, sur les conventions visées par l'article 438 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux sociétés commerciales, déclare approuver ces conventions et donne quitus aux Administrateurs à cet égard.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, sur les conventions visées par l'article 438 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux sociétés commerciales, déclare approuver ces conventions et donne quitus aux Administrateurs à cet égard.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des Etats Financiers de synthèse arrêtés au 31 décembre 2003, les approuve tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, dont le Président a été élu, donne quitus aux Commissaires aux Comptes de leur mission.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire dont le Président a été élu, donne quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé à tous les Administrateurs.

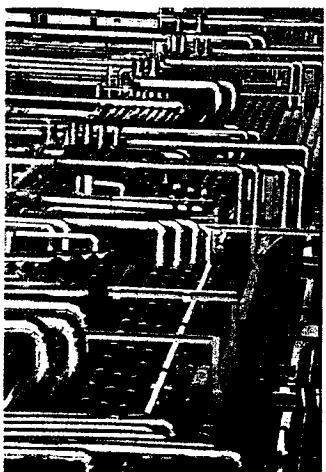
Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer au Conseil d'Administration, à titre de l'exercice écoulé, une indemnité de fonction dont le montant brut est fixé à 10, MFCFA.

Cette indemnité de fonction sera répartie entre les Administrateurs par le Conseil d'Administration.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.





SMB | Textes de Résolutions |

Textes de Résolutions

A soumettre à l'approbation
de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 Juin 2004

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constate l'existence d'un résultat net bénéficiaire de 76 MFCFA.

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux propositions du Conseil d'Administration du 30 avril 2004, décide d'affecter les résultats comme suit :

Résultat net bénéficiaire	75 862 492
Compte de Report à nouveau de l'exercice antérieur	- 1 484 685 634
Compte de report à nouveau (après affectation des résultats)	<u>= -1 408 823 142</u>

Cette résolution mise aux voix est adoptée à.....

TREIZIEME RESOLUTION

L'ensemble des résolutions précédentes ayant été adopté, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'extrait ou de copie certifiée conforme du présent procès-verbal pour faire accomplir toutes formalités de publicité et autres.

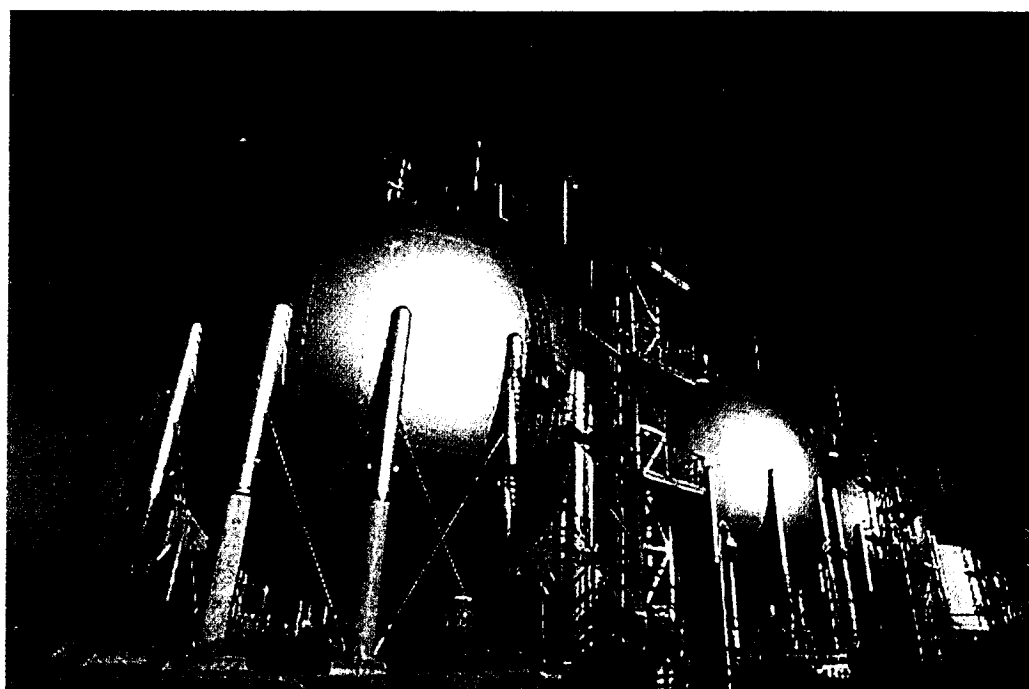
Cette résolution mise aux voix est adoptée à.....

COMPTÉ DE RESULTAT

(en millions de FCFA)	2000	2001
Ventes de marchandises		1 457
Achat de marchandises	0	(1 568)
- Variation de stocks	(291)	291
MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	-291	130
Ventes de produits fabriqués	28 614	25 753
Travaux, services vendus	174	209
CHIFFRE D'AFFAIRES	23 738	25 961
Production stockée (ou déstockage)	1 172	(199)
Achat de matières premières et fournitures liées	(25 760)	(18 423)
- Variation de stocks	1 174	(2 828)
MARGE BRUTE SUR MATIERES	5 373	4 511
Autres produits	103	208
Autres achats	(552)	(634)
- Variation de stocks	(140)	(305)
Transport	(770)	(1 346)
Services extérieurs	(1 621)	(2 690)
Impôts et taxes	(521)	(545)
Autres charges	(112)	(344)
VALEUR AJOUTEE	1 470	(965)
Charges de personnel	(826)	(931)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	644	(1 896)
Transferts de charges	0	714
Reprise de provisions	78	939
Dotations aux amortissements et aux provisions	(659)	(529)
RESULTAT D'EXPLOITATION	63	(772)
Revenus financiers	815	4
Gains de change	1 222	141
Transferts de charges	154	
Frais financiers	(1 690)	(640)
Perte de change	(423)	(632)
RESULTAT FINANCIER	79	(1 123)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)	142	(1 900)
Produits des cessions d'immobilisations	53	678
Valeurs comptables de cessions d'immobilisations	(89)	(512)
RESULTAT H.A.O.	(36)	166
Impôts sur le resultat	(30)	(65)
RESULTAT NET	76	(1 799)

TABEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOI

(en millions de FCFA)	2003	2002
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement globale	694	(2 375)
Cessions d'immobilisations corporelles	1	
Cessions d'immobilisations financières	51	736
Autres dettes financières	5 043	8
Variation du besoins de financement		287
Total ressources	5 790	(1 043)
EMPLOIS		
Dividendes	0	541
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	0	8
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3 477	2 319
Acquisitions d'immobilisation financières	558	26
Remboursement d'emprunts	61	134
Variation du besoins de financement	4 091	
Total emplois	8 137	3 028
Variation de la trésorerie	-2 397	4 371
	5 790	(1 343)



B I L A N

(en millions de FCFA)

	2000	2002
ACTIF		
Immobilisations incorporelles	41	67
Immobilisations corporelles	6 634	3 517
Immobilisations financières	731	261
Actif immobilisé	7 407	3 845
Stocks	6 995	5 152
Créances et emplois assimilés	9 878	10 117
Actif circulant	16 373	15 269
Trésorerie - actif	1 035	1 401
Total Actif	25 315	20 515
PASSIF		
Capital, primes et réserves	1 363	3 162
Résultat net de l'exercice	76	(1 799)
Autres capitaux propres		
Capitaux propres	1 439	1 363
Emprunts	5 168	185
Provisions financières pour risques et charges	642	445
Dettes financières et ressources assimilées	5 310	630
Clients, avances reçues	75	110
Fournisseurs d'exploitation	3 663	6 616
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	708	118
Risques provisionnés	0	90
Passif circulant	4 447	6 933
Trésorerie - passif	13 620	11 588
Total passif	25 315	20 515

